

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action Royaliste

Cible

Déserteurs

Des artistes déclarent qu'ils quitteront la France si Marine Le Pen remporte l'élection présidentielle.

Sans doute veulent-ils signifier leur appartenance à une gauche inflexible sur le plan des valeurs. Cette posture ne trompera pas grand monde. Ces grandes figures de la gauche mondaine ont oublié ce que signifiaient la solidarité et la fraternité. Ces déserteurs sont solidaires de leur compte en banque, gonflé au fil des années par leur cher public. Ces émigrés pratiquent la fraternité des propriétaires de villas californiennes, ils ont le sens du partage des menus plaisirs coûteux. Mais s'engager dans un combat, prendre des risques, ils n'y pensent même pas. Ces privilégiés sont à l'extrême pointe de l'individualisme : ils transporteront à l'étranger les murailles d'égoïsme qu'ils ont déjà édifiées dans leur propre patrie.

La désertion est de tous les temps. Mais elle se décide d'ordinaire dans la mauvaise conscience et hors de toute publicité. Les artistes qui veulent fuir le Front national mettent en scène une arrogante lâcheté et leur total mépris du peuple français. Ils valent moins que le dernier des émigrés de Coblenz, moins que le plus radicalisé des électeurs frontistes.

Intérêt général

Défendre la fonction publique

Philosophie

Marcel
Gauchet

p. 6 - 7

Libéralisme

Charles
de Rémusat

p. 9

La Grosse Bertha et son père

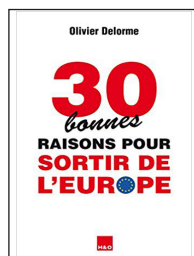
Les uns montent, les autres descendent selon les chiffres publiés par les instituts de pifométrie. Il en résulte une déferlante de commentaires insipides qui n'empêchent pas de voir pointer une grosse inquiétude sur le sort de la prétendue monnaie unique.

À droite, c'est l'interminable affaire Fillon avec le retrait-trahison de ceux qui ont cru que le condamné Juppé allait pouvoir remplacer le candidat mis en examen – puis la déconfiture des traîtres qui tentent de négocier un retour au bercail ou qui lorgnent vers Emmanuel Macron qui leur tend les bras. À gauche, c'est la fuite de l'aile droite du parti-corbillard, naguère « socialiste », vers le toujours même Emmanuel qui leur tend la main. Les conseillers de l'homme qui marche sur les eaux glacées du calcul capitaliste voudraient maintenir un équilibre délicat entre les coupe-jarrets de la gauche et les spadassins de la droite tandis que Nicolas Sarkozy et François Hollande, chefs déchus mués en croque-morts, manœuvrent en coulisses... Vraiment pas ragoûtant !

Ces phénomènes de décomposition n'annoncent pas la mort de l'oligarchie : l'élite du pouvoir, des affaires et des médias tente une opération survie avec Emmanuel Macron et il est probable que son élection à la présidence permettrait de vendre aux législatives un projet de grande coalition sous prétexte de faire barrage au Front national. Je dis bien sous prétexte car les macroniens historiques et les ralliés de l'hi-

ver sont les principaux pourvoyeurs de l'extrême-droite parce qu'ils ont appliqué et continueront d'appliquer avec servilité les décisions prises à Bruxelles, Francfort et Berlin.

Accaparés par leurs manœuvres d'appareil, les macroniens se voient cependant obligés de s'occuper d'un problème de fond. Ce problème concerne le socle sur lequel repose l'oligarchie : l'euro, qui est la condition première de la domination allemande. Ce socle est attaqué, corrodé, miné, par des économistes hétérodoxes, par des essayistes, par



des mouvements gaullistes – par la Nouvelle Action royaliste, dès avant le passage à la « monnaie unique » - et par le Front national. Bien entendu, la presse oligarchique cible avant tout Marine Le Pen mais c'est l'ensemble des opposants à l'euro qu'on tente de discréditer, soit en les accusant de complicité objective avec le Front national, soit en les accusant d'ignorance et de bêtise. D'ordinaire, les gens de médias se contentaient de condamner d'une

moue méprisante les adversaires de l'euro. Maintenant, ils ne parviennent plus à cacher une grosse inquiétude. Je n'ai pas tout le temps le nez collé sur la télévision, mais j'ai vu que sur une chaîne d'information en continu on avait chargé deux personnages considérables de ruiner le programme économique frontiste : Agnès Verdier-Molinié, qui appelle à la grande purge des fonctionnaires et le fameux Nicolas Bouzou, l'expert aux dents qui rayent le plancher même s'il est en acier trempé. Ce n'était qu'une préparation d'artillerie. A l'aube du 9 mars, on fit donner la Grosse Bertha. Sur quatre colonnes à la Une, *Le Figaro* titra : *Sortie de l'euro : un scénario noir pour la France*. Il faut bien entendu se reporter aux articles publiés ce jour-là mais le gros titre résume parfaitement une argumentation destinée à faire peur. Crise bancaire ! Crise financière ! Fonte de l'épargne ! Fuite des capitaux ! Le même jour, on apprenait que l'Institut Moutaigne publiait une réponse à la note critique que Jacques Sapir avait consacrée aux mensonges de cet institut patronal (1). C'était en quelque sorte le père de la Grosse Bertha qui tonnait pour que nous soyons saisis d'épouvante. Les discours d'intimidation et les scénarios de panique vont se multiplier dans les prochaines semaines. C'est la technique qui avait été utilisée pendant la campagne référendaire de 2005, qui avait échoué parce que les partisans du Non développaient une critique de fond de la prétendue « Constitution européenne ». Grâce à Jacques Sapir, à Coralie Delaume, à Olivier Delorme, à Frédéric Farah, nous disposons de toutes les armes nécessaires à la réplique. Il faut s'en servir !

Sylvie FERNOY

(1) Cf. le blog russeurop.hypotheses.org

SOMMAIRE

P 1 : Cible : Déserteurs - P 2 : Conjoncture : La Grosse Bertha et son père - P 3 : Multinationales : Devoir de vigilance - P 3 : Écho des blogs : L'arrivée à maturité du vide - P 4 : Fonction publique : Qui veut noyer son chien... - P 5 : Moyen-Orient : Les promesses d'Astana - P 6 - 7 : Philosophie politique : Le nouveau monde selon Marcel Gauchet - P 8 : Passeur d'hommes - P 9 : Idées : Les mémoires de Rémusat - P 10 : Uchronie : Dans le cachot du président Sarkozy - Télévision : 2005 sur France 3 - P 11 : Brèves : Norvège, Espagne, Allemagne, Russie - Congrès - Permanences - Mercredis - P 12 : Éditorial : Impasse Mélenchon

Devoir de vigilance

Après quatre années de tergiversations, de tractations en tous genres et de navettes parlementaires, l'Assemblée nationale a définitivement adopté, le 21 février, la loi relative au devoir de vigilance des multinationales quant au respect des droits humains et de l'environnement chez leurs sous-traitants.

C'était une promesse de campagne du candidat Hollande qui souhaitait « que soient traduits dans la loi les principes de responsabilité des maisons-mères vis-à-vis des agissements de leurs filiales à l'étranger lorsqu'ils provoquent des dommages environnementaux et sanitaires ». Comme d'autres, elle est tombée dans les oubliettes, mais est redevenue d'actualité après l'effondrement de l'immeuble du *Rana Plaza* survenu en avril 2013, qui a fait plus de 1 135 morts et 2 500 blessés parmi les quelque 5 000 ouvriers et les ouvrières du textile qui travaillaient pour des groupes européens, dont Auchan, Carrefour ou Camaïeu.

Désormais, les entreprises françaises de plus de cinq mille salariés devront élaborer un plan de vigilance afin de « prévenir les atteintes graves envers les droits humains et les libertés fondamentales, la santé et la sécurité des personnes ainsi que l'environnement » chez leurs sous-traitants ou fournisseurs à l'étranger avec qui elles ont « une relation commerciale durable ». Ce plan devra comprendre « une cartographie des risques », « des procédures d'évaluation », « des actions d'atténuation des risques » et « un mécanisme d'alerte ». S'il n'a pas été établi ou mis en œuvre, l'entreprise contrevenante pourra être condamnée à dix millions d'euros d'amende. Pour en arriver là, il faudra vraiment faire preuve de négligence. En effet, si un accident impliquant un sous-traitant survient, la responsabilité de l'entreprise donneuse d'ordre ne pourra être engagée que si les victimes prouvent que le préjudice subi est lié à l'absence de plan de vigilance ou à l'inefficacité de sa mise en œuvre. Les élus du groupe Les Républicains ont, néanmoins, introduit un recours devant le Conseil constitutionnel contre cette loi en vertu du principe selon lequel « on ne peut être responsable d'un fait commis par autrui ».

Les associations et les syndicats à l'origine de ce texte espéraient une loi plus ambitieuse, mais considèrent néanmoins aujourd'hui qu'il s'agit d'un premier pas vers une véritable responsabilité sociale des entreprises (RSE). Cet épisode démontre plutôt que le système capitaliste mondialisé n'est pas réformable de l'intérieur. Dès qu'une loi tente de réintroduire un minimum de réglementation, elle est aussitôt dénaturée et réduite à l'impuissance sous la pression patronale, notamment en France le Medef et l'Afep. Il confirme également que la RSE n'est rien d'autre qu'une remise au goût du jour de la philanthropie du XIX^{ème} siècle, qu'elle sert uniquement de cache-sexe aux grands groupes multinationaux, à leurs actionnaires et à leurs dirigeants, et qu'elle leur permet de s'acheter une bonne conscience à peu de frais.

Nicolas PALUMBO

L'arrivée à maturité du vide

Emmanuel Todd a été reçu par le blog *Le Comptoir* (1) pour un entretien dense où il nous propose sa lecture, toujours éclairante et originale, de l'élection de Donald Trump, du Brexit, de la mondialisation, de l'élection présidentielle et de la situation politique française.

Concernant l'élection américaine, il évoque le divorce entre le peuple et les élites dirigeantes : « Au lendemain de la guerre, dans les démocraties occidentales, tout le monde avait fait l'école primaire [...], les sociétés étaient assez homogènes et très peu de gens pouvaient se vanter d'avoir fait des études supérieures. Nous sommes passés, ensuite, à des taux de 40 % de gens qui font des études supérieures par génération. Ils forment une masse sociale qui peut vivre dans un entre-soi, [...] qui peut se raconter qu'il est supérieur, tout en prétendant qu'il est en démocratie ». Il souligne que ce constat s'applique aussi à la France : « Ceux d'en haut vivent sans le savoir dans un ghetto culturel. [En] France, nous avons par exemple l'apparition d'un cinéma intimiste, avec des préoccupations bourgeoises déconnectées des cruautés de la globalisation économique. Il souligne la mutation profonde que subit le Parti Républicain américain : « [Trump] avait un double discours : d'un côté, un discours xénophobe tourné contre le Mexique [...] et de l'autre, des thématiques économiques quasi-marxistes ».

Concernant la situation politique française et l'élection présidentielle, il met en exergue la confiscation du pouvoir démocratique et son transfert à Berlin et le risque politique grave qui en résulte : « C'est comme si, au fond, les candidats comme les électeurs avaient compris que la présidentielle, c'était pour rire. Alors tout le monde se lâche. Tout le monde fait n'importe quoi. [...] Car nous allons en réalité élire notre représentant à Berlin. D'ailleurs, Fillon, Macron et Hamon ont chacun [...] déjà fait allégeance à l'Allemagne. [...] L'Amérique me semble compréhensible, tout comme l'Angleterre, l'Allemagne, la Russie, le Japon ou la Chine. La France non. Nous sommes peut-être au bord de la crise de régime ». Enfin, il évoque le FN en soulignant que ce dernier est aussi touché par ce phénomène d'« arrivée à maturité du vide » car « .. privé d'adversaire intellectuel, le parti d'extrême droite ne sait plus vraiment quoi dire. Face à la réalité de Trump et du Brexit, il est lui-même confronté à l'irréalisme de ses propositions. [...] Exclure de la communauté nationale les Français d'origine musulmane, c'est la garantie d'un échec économique et social si l'on tente la sortie de l'euro. Ni la monnaie ni le protectionnisme ne peuvent se passer [...] d'une conscience nationale englobante complète. Les dirigeants du FN savent [...] qu'ils ne sont pas sérieux ».

Loïc de BENTZMANN

(1) <https://comptoir.org/>

Qui veut noyer son chien....

En proposant de supprimer 500 000 postes de fonctionnaires, le candidat victorieux des primaires de la droite avait suscité l'émoi jusque dans son propre camp. Dans un entretien donné le 7 février dernier au magazine *Acteurs Publics* (1), il persiste et signe.

Constatant une hausse des effectifs qui serait à la fois « une spirale insoutenable pour les finances publiques et une impasse », Monsieur Fillon annonce que « plus d'un million d'agents publics quitteront la fonction publique sur le quinquennat », ce qui permettrait « une économie de l'ordre de 15 milliards d'euros ».

Dans sa dernière livraison, le mensuel *Alternatives Economiques*, démontre l'inanité de ces chiffres et tord le cou à l'idée selon laquelle « les employés du service public seraient un fardeau qui empêcherait le secteur privé, seul véritable créateur de richesses et d'emplois de se développer ».

La croissance du nombre de fonctionnaires doit être ramenée à l'augmentation de la population. Leur effectif se situe « au même niveau que (dans) les autres grands pays industrialisés et même derrière les États-Unis ». La prétendue « explosion » du nombre de fonctionnaires des collectivités locales s'explique en partie par le transfert de compétences de l'État et des réformes décidées au niveau de l'État, comme celle des rythmes scolaires. Les postes y sont le plus souvent à temps partiel et précaire. Tous les agents publics ne sont d'ailleurs pas mieux protégés que les salariés du privé. En 2013, les contractuels, qui ne bénéficient pas de l'emploi à vie, ont représenté plus de la moitié des embauches, notamment du fait du fort accroissement du nombre d'établissements fonctionnant « comme des agences de l'État sur le modèle anglo-saxon », avec des CDD et des temps partiels facteurs de précarité, surtout chez les femmes. Le salaire

annuel moyen du secteur public, n'a, quant à lui, pas varié depuis 2002 alors qu'il a augmenté de 6,5 % dans le secteur privé. Les fonctionnaires ne travaillent pourtant que 1,4 % de moins que les salariés du privé. Ils sont cependant plus souvent soumis à des astreintes et à des horaires atypiques et au travail le dimanche. À part dans quelques secteurs épargnés, les règles régissant leur retraite ont été alignées sur celles du privé, et ils pâtissent, pour le calcul de leur pension, de la faible prise en compte des primes qui représentent jusqu'à 23 % de leur rémunération en période d'activité. Voilà pour les chiffres.

S'agissant du statut des fonctionnaires, Monsieur Fillon aborde la question avec l'air de ne pas y toucher. De toutes façons, les Français, dit-il, « n'ont pas la moindre idée de ces différences de statut ». Il préconise « une approche globale des emplois publics, car ce qui compte, c'est leur bon niveau et leur bonne distribution, quel que soit le statut de ceux qui les occupent ». Est-ce si sûr ?

La fonction publique recouvre trois entités distinctes, la fonction publique d'État, la fonction publique territoriale et la fonction publique hospitalière. Le fonctionnaire stricto-sensu est l'agent public soumis à un statut général élaboré entre 1983 et 1986 par Anicet le Pors. L'ancien ministre de la fonction publique de François Mitterrand a retracé dans un livre écrit avec le syndicaliste Gérard Aschieri (2) la lente maturation de ce statut qui puise ses sources dans la tradition administrative de l'Ancien régime et doit beaucoup aux idées du Conseil National de la Résistance (CNR). Certains pays ont un système de fonction publique d'emploi qui « considère avant tout l'agent public par sa qualification intrinsèque associée à l'emploi occupé ». L'agent peut être lié à la collectivité par un simple contrat. La France a choisi le système de la carrière : « si l'emploi d'un fonctionnaire est supprimé, il reste titulaire de son grade et peut poursuivre la carrière liée à celui-ci ». Ce système « fonde l'impartia-

lité, la neutralité et l'indépendance de ses fonctionnaires ». Les auteurs soulignent l'actualité des propos du politologue Stéphane Rozès : « Dans l'imaginaire national, (la fonction publique) est quelque chose qui porte l'intérêt général, qui pose la question du moyen et du long terme, qui porte l'investissement que fait une nation sur son avenir ».

Que Monsieur Fillon soit ou ne soit finalement pas candidat importe peu. Au-delà des querelles de chiffres, les principaux prétendants à la magistrature suprême se soumettront aux exigences d'une Union européenne dont la conception libérale des services publics ne peut tolérer l'existence d'une fonction publique à la française. Anicet Le Pors et Gérard Aschieri pensent que « la mise en œuvre d'un tel démantèlement de la fonction publique tirerait l'ensemble des salariés vers moins de droits et moins de garanties et menacerait les valeurs mêmes du service public. « L'avenir, interrogent-ils, n'est-il pas de s'appuyer sur le statut des fonctionnaires pour conquérir ou reconquérir des droits pour l'ensemble des salariés ? »

Dans son dernier essai (2), Olivier Delorme décrit la manière dont l'intégration européenne sert des puissances d'argent qui n'ont jamais accepté les avancées sociales imposées par le Front populaire et le CNR.

Elles ont à leur service des élites qui parviennent, résume le politologue Gaël Brustier dans un entretien accordé à *l'Humanité* le 3 mars 2017, à « susciter le consentement d'une société pourtant rétive dans sa majorité aux solutions proposées ». Les royalistes ne nient pas les nécessaires adaptations aux réalités du temps présent. Mais ils restent pour leur part fidèles à la tradition capétienne d'un État qui met une fonction publique puissante et indépendante au service de la justice sociale.

Laurent LAGADEC

(1) www.acteurspublics.com

(2) Anicet Le Pors & Gérard Aschieri, *La Fonction publique du XXI^e siècle*, Les Éditions de l'Atelier, janvier 2015

(3) Olivier Delorme. *30 bonnes raisons de sortir de l'Europe*, H&O éditions 2017

Les promesses d'Astana

Une fois Alep, Mossoul et Raqqa « libérées », le choix pour le Croissant fertile sera entre un duopole turco-iranien ou un Yalta russo-américain ou une combinaison des deux.

La chute d'Alep avait été suivie de l'ouverture le 23 janvier dernier de discussions inter-syriennes dans la capitale kazakhe en présence des Russes, des Turcs et des Iraniens à l'exclusion des Américains – et (pour mémoire) des Européens. On avait parlé alors d'un axe Moscou-Ankara-Téhéran. Résurgence de la puissance des trois empires ayant historiquement dominé la région, l'empire russe, l'empire ottoman, l'empire perse (1), il tirait la conclusion logique de l'absence désormais de toute dynamique arabe et préemptait soit un éventuel retour d'une ambition américaine soit un désintérêt relatif de la part de l'ex-hyperpuissance ou tout ce qui sortirait du chapeau après dissipation des brumes post-électorales à Washington.

L'équation n'est toutefois pas aussi simple qu'il n'y paraît au moins en l'état actuel des choses. Les Iraniens ne veulent pas se voir voler « leur victoire » à Alep où l'intervention des Pasdarans et de leurs alliés chiites afghans et libanais fut décisive. Les Turcs quant à eux entendent créer sur le terrain la zone tampon démilitarisée qui leur avait été refusée dans les airs. Pour l'instant, pour éviter un combat entre Turcs et Syriens, les Russes ont dû s'interposer en se portant garants d'un transfert des positions des Kurdes de l'entité autonome de la Rojava à Manjib au profit des forces d'Assad.

Même chose côté irakien où les Turcs n'ont jamais cessé de croire qu'ils conservent des droits sur l'ex-vilayet (district) de Mossoul et croient avoir plus de légitimité à y être demain les arbitres de la situation que les milices chiites. Le Kurdistan

autonome oscille entre les deux influences, moitié vers Téhéran, moitié vers Ankara, jouant de la rivalité des deux pour affirmer son indépendance vis-à-vis de Bagdad. Le pétrole du Kurdistan exporté souvent illégalement par la côte méditerranéenne via le terminal turc de Ceyhan devrait recommencer à couler vers l'Est au grand dam d'Ankara qui redoute les effets du redémarrage de l'économie iranienne après la levée des sanctions.

L'heure de vérité pourrait venir avec l'offensive sur la capitale administrative de Daech à Raqqa sur les bords de l'Euphrate qui fait le lien entre les deux théâtres d'opération syrien et irakien. Qui la conduit sinon théoriquement la Coalition occidentale (et ses alliés arabes et kurdes), privée de stratégie et de vision pour le futur ? Russes, Iraniens et Turcs en sont exclus et soutiennent leurs propres alliés, respectivement Damas et les rebelles, soit trois fronts contradictoires !

Ces trois batailles une fois livrées, c'est alors que commencera la vraie partie de billard à trois bandes. Ankara veut changer le régime à Damas, Téhéran celui de Bagdad. L'armée turque a été durablement affaiblie par la répression qui a suivi la tentative de coup d'Etat à l'été dernier. D'où en partie l'extrême personnalisation du pouvoir autour du président Erdogan à un moment critique. L'armée iranienne – du moins les Gardiens de la Révolution – bénéficie au contraire d'une aura d'héroïsme. L'un de ses généraux à la tête de son corps expéditionnaire (plus de 20 000 combattants en Syrie), Ghassein Suleiman, vit son nom évoqué pour succéder au président de la république Hassan Rohani en vue des élections du 19 mai prochain. Or ce n'est pas le président mais le Guide suprême Ali Khamenei qui est en personne le chef des armées. C'est donc plutôt la succession de celui-ci (il a 78 ans) qui pourrait être d'ordre militaire, notamment si un regain de tension était attendu

avec Washington.

Avec ou sans Assad, la Russie entend bien rester maîtresse du jeu en Syrie et donc y marginaliser la présence des autres parties prenantes tant les Iraniens que les Turcs. Mais grâce à Téhéran, elle peut lancer ses missiles depuis la Caspienne et grâce à Ankara elle est en mesure de fragiliser le flanc sud-est de l'OTAN (la base turque d'Incirlik la plus proche de la frontière syrienne a été la plus compromise dans la tentative de coup ; Ankara dispose d'un droit de veto sur son utilisation par les Américains comme on l'a vu lors de la dernière guerre en Irak).

Washington ne pourrait sans doute pas s'opposer à une prise de pouvoir plus directe de Téhéran à Bagdad notamment après la mort du Guide religieux de Nadjaf, le second lieu saint du chiisme au sud irakien, le grand ayatollah Ali Al-Sistani âgé de 88 ans dont le seul prestige empêche aujourd'hui l'Iran d'exercer une domination exclusive de ce côté du Tigre. Comment alors les Américains feraient-ils face aux brigades Al-Badr ? Le Kurdistan même indépendant ne tarderait pas à verser dans une nouvelle guerre civile entre pro-iraniens et pro-turcs. Or même dans ces circonstances extrêmes, Moscou continuerait à être le seul garant crédible et écouté du respect de l'accord nucléaire du 14 juillet 2015.

Il en résulte que Moscou détient dans sa main plus de cartes qu'il pourrait être tenté de faire valoir en cas de « deal » global avec le président Trump. Les acteurs régionaux se plaindraient à juste titre d'être les oubliés comme dans tout grand règlement international à travers l'Histoire. Mais ce pourrait être le prix à payer pour le retour à la paix, une paix certes imposée mais que chacun désespère d'atteindre autrement.

Yves LA MARCK

(1) Si Russes et Turcs font figure d'ennemis héréditaires, si Russes et Perses ont eu maille à partir pendant longtemps, on rappellera cependant que Turcs et Perses, en réalité Ottomans et Safavides, ne se sont jamais fait la guerre depuis 1639 date à laquelle ont été fixées leurs frontières.

Nota bene : la revue *Diplomatie* (février-mars 2017) propose un dossier intitulé « Géopolitique de l'Iran. La renaissance ? »

Le nouveau monde selon Marcel Gauchet

La publication du quatrième tome de *L'avènement de la démocratie, Le nouveau monde* (éditions Gallimard), est un événement majeur. Bertrand Renouvin lui consacre quatre articles : les deux premiers ont été publiés sur son blog www.bertrand-renouvin.fr. Il est conseillé de s'y reporter avant de lire le troisième, publié ci-dessous. Le quatrième article sera publié dans notre prochain numéro.

La radicalité du nouveau monde moderne, c'est de pousser à l'extrême la logique de l'autonomie. Nous sommes sous l'empire de l'économie, dans la dynamique du capitalisme généralisé qui ne cesse de se reproduire et de nous séduire par l'innovation technique permanente : tel serait l'horizon indépassable d'un système qui affirme qu'il n'y a **pas d'autre choix** que la répétition de lui-même dans le changement permanent. Cette absence d'alternative paraît acceptable puisque tous les droits individuels sont et seront reconnus – et même agréable car les possibilités de divertissement sont innombrables au sein de la *société civile* et sous l'égide des médias qui mettent en spectacle le moment présent et veulent y réduire la conscience historique.

Pourtant, ce monde de tous les possibles est impossible à vivre très longtemps. L'histoire de la modernité se poursuit et le basculement de la structuration hétéronome dans l'autonomie ne signifie pas la fin des contradictions. *Le travail du négatif* est en cours dans le *nouveau monde* et provoque les crises violentes que nous subissons actuellement.

Crise du capitalisme généralisé. Les crises financières et monétaires sont faciles à observer, de même que

les effets de l'artificialisation sur un milieu naturel qui est en cours de destruction. La logique du capitalisme généralisé est suicidaire.

Crise de la représentation politique. La rupture avec l'ordre symbolique a entraîné la création d'un système de règles qui ne renvoient qu'à elles-mêmes. Le milieu dirigeant qui produit ces règles tente de les faire accepter par une communication qui manipule les images et les mots d'autrefois – qu'il s'agisse de la référence à des personnages historiques ou des discours sur le « régalien ». Ceux qui font semblant de croire au politique ne parviennent plus à convaincre ceux qui les écoutent. Tandis que l'oligarchie mise sur l'absence de réflexion des « gens », des citoyens de plus en plus nombreux pointent l'incohérence voire le ridicule de postures politiciennes étrangères à toute conviction.

Crise d'identité. Les « gens » sont des individus, sujets de droit, qui vivent dans un système individualiste mais qui sont de plus en plus totalement connectés. Surtout, on tend à oublier que ces individus ont des statuts sociaux qui contribuent largement à définir leur identité. L'articulation entre l'individu et la collectivité reste très solide mais il y a cependant crise d'identité parce que cette articulation n'est plus repérée ni comprise : « Cela se traduit par une ambivalence sans repos du rapport à la société chez cet individu qui vit son appartenance sous le signe de la désappartenance, de telle façon qu'il est simultanément tenté par la sécession et obsédé par la crainte de ne pas voir sa place reconnue. Il n'y a pas de conflit, à proprement parler – appartenance et désappartenance ne se situent pas sur le même plan – mais impossibi-

lité frustrante de réunir les éléments de sa condition subjective » [623]. *La lutte pour la reconnaissance* est menée dans l'angoisse permanente de la dépossession et de la réduction à l'insignifiance. L'homme de la modernité est libre, mais sa situation est à tous égards précaire.

Crise de la démocratie. Le fossé entre les élites politico-médiatiques et les populations qu'elles prétendent administrer ou informer est devenu évident. Les dirigeants font de la politique sans le moindre souci du politique. Quant au rehaussement du pouvoir judiciaire, ce n'est pas la solution : il n'est pas à l'abri de l'excès de pouvoir et souffre d'une infirmité essentielle, à savoir que « l'office du juge est intrinsèquement étranger à la fonction de gouvernement » [599] parce que le pouvoir judiciaire réagit à l'événement alors que le politique doit se projeter dans l'avenir. D'une manière plus fondamentale, la modernité tend à vider la politique de toute idée du collectif, afin que la souveraineté soit transférée à l'individu. S'il n'y a qu'une *société des individus*, la démocratie n'est plus qu'une somme de libertés individuelles hors de toute autorité politique : « L'idée libérale absorbe et résorbe en elle l'idée démocratique » [667].

Crise du devenir. La muséification du passé, le « vécu » frénétique du moment présent et l'avenir réduit aux chiffres des prévisionnistes rendent incompréhensible et fortement douteux le mouvement d'ensemble, faute de lien visible, explicite, entre le passé, le présent et l'avenir. Cette incompréhension est d'autant plus angoissante que la modernité ultralibérale vit dans la méconnaissance de ses véritables infrastructures.

Ceux qui dirigent – l'élite du pouvoir politique, des affaires et des médias – n'ont pas conscience de la radicalité de leurs non-choix *pragmatiques* et de l'idéologie qu'ils ânonnent. Ceux qui sont emportés par la modernité peuvent dénoncer certains de ses aspects – l'exploitation capitaliste, les désastres écologiques – mais peinent eux

aussi à saisir l'ampleur et la radicalité du mouvement. Quand ils y parviennent, c'est l'impuissance des individus et des petits groupes contestataires qui les jette dans le désarroi. Les innombrables discours sur la société de la connaissance, sur la transparence et sur la lucidité des experts se concluent par un constat d'opacité généralisée !

Rien n'est inéluctable cependant - ni la décomposition des sociétés, ni le suicide planétaire dans l'inconscience. Au fil de sa relecture des événements engendrés par la révolution de 1975 et tout en décrivant la radicalité ultralibérale, Marcel Gauchet met en évidence les facteurs noyés dans l'illusion économiciste mais qui ont résisté à la logique de la modernité.

Il faut d'abord relire l'histoire récente de la Grande-Bretagne et des États-Unis. Le **thatchérisme**, ce n'est pas seulement l'ultralibéralisme brutalement appliqué à un pays fortement socialisé après la Seconde guerre mondiale. C'est, en 1982, la victoire britannique contre l'Argentine aux Malouines qui légitime Margaret Thatcher parce qu'elle a arrêté le déclin national et promis le redressement de la Grande-Bretagne. C'est un même sursaut patriotique qui explique le succès de Ronald Reagan. La défaite militaire au Vietnam, en 1975, a provoqué un traumatisme politique aggravé par la révolution iranienne de 1979, par l'entrée de l'armée soviétique en Afghanistan la même année et par la prise d'otages étatsuniens à Téhéran en 1980. Le **reaganisme** est lui aussi un sursaut national contre des revers géostratégiques. Ronald Reagan veut renouer avec l'esprit des fondateurs et redonner aux États-Unis toute la force nécessaire à l'accomplissement de sa vocation. Patriotisme, croisade morale, libéralisme économique et mobilisation du *monde libre* contre l'*empire du mal* sont les ingrédients de cette réaffirmation de la puissance étatsunienne.

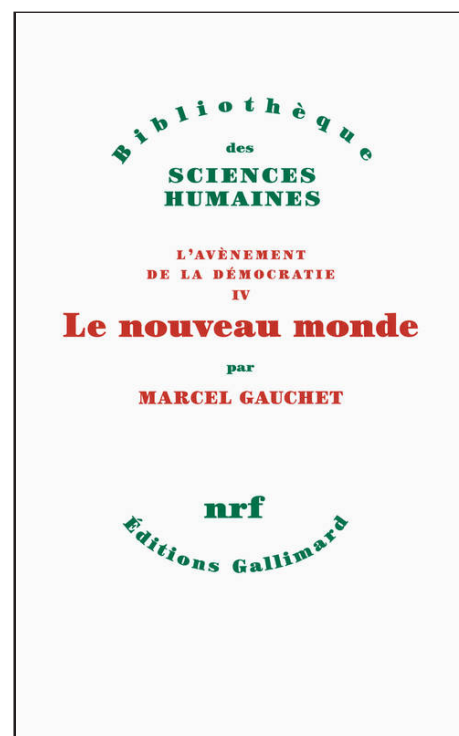
Ces deux exemples, longuement analysés par Marcel Gauchet, illustrent sa réflexion décisive sur ce qui résiste en se transformant et en permettant les transformations

du monde depuis la révolution de 1975. De fait, la chute de l'Union soviétique, la globalisation financière, la technologie numérique et plus généralement la dynamique de la modernité n'ont pas pu abolir l'État national, destituer le politique et anéantir l'histoire. « La dominance idéologique du néolibéralisme se confond en pratique avec la puissance américaine » [85] qui est un facteur décisif du mouvement historique à la fin du XX^{ème} siècle. Au moment même où elle est formulée, la thèse d'une *fin de l'histoire* dans le marché mondialisé subit un démenti manifeste...

Il faut donc s'interroger sur le paradoxe de ce retrait de l'État, hautement proclamé dans les années quatre-vingt, qui coïncide avec une présidence impériale, voire impériale, qui accélère l'effondrement de l'Union soviétique. Cette observation, jointe à bien d'autres, signifie que la structure autonome est pénétrée par la structure hétéronome que la modernité prétendait abolir. Au XX^{ème} siècle, la structure religieuse a disparu mais l'esprit religieux qui animait les institutions ecclésiastiques s'est réincorporé dans l'**État national** et a inspiré la conception du mouvement historique formulée par les religions séculières.

La révolution de 1975 n'a pas éliminé la logique de l'hétéronomie : elle travaille désormais dans le sous-terrain, elle constitue l'infrastructure du nouveau monde dominé par la logique de l'autonomie. Ainsi, « les États-Unis offrent une version de la modernité subtilement imprégnée d'une structuration religieuse recomposée » [219-220]. D'une manière beaucoup plus surprenante, la mondialisation « s'enracine dans la généralisation de la forme État-nation, devenue la seule et unique concevable à l'échelle du globe et le principe organisateur de sa nouvelle géographie symbolique » [230-231]. L'État national est d'autant plus présent et imposant que l'impérialisme est en retrait depuis la chute de l'Union soviétique et la mise en échec de l'hyperpuissance étatsunienne.

Quant à la sortie de la religion, elle ne signifie pas la disparition du reli-



gieux. L'opposition de la religion politisée et de la politique antireligieuse a disparu mais il apparaît que « la religion ne peut pas plus définir un ordre social que la politique n'est en mesure de venir à bout de la religion. La confrontation fait place à la dissociation » [167] mais cette dissociation permet « l'épanouissement du politique dans sa fonction instituante » : « Cette substitution de l'unification par le politique à l'unité religieuse est le phénomène fondamental caché dans ce tournant pacificateur » [167].

Enfin, le présentisme n'a pas détruit la **conscience historique**. Celle-ci a changé, elle a récusé le prophétisme, elle est relativiste mais elle cultive avec ardeur et découvre qu'il s'agit d'une « notion futuriste » car « le futur nous impose de regarder le présent comme du passé virtuel et, par là, comme un patrimoine en gésine » [418-419].

Hors du passéisme, du nationalisme et des anciennes philosophies de l'histoire, nous redécouvrons la dialectique renouvelée de l'État national, de l'institution politique et du mouvement incertain de l'histoire...

Bertrand RENOUVIN

NB : Les chiffres entre crochets renvoient aux pages du livre.

Passeur d'hommes

Raphaël Krafft est un journaliste à part. Les actualités qui dévorent l'attention sur les médias l'intéressent moins que la présence des êtres, leur présent. Un cadeau.

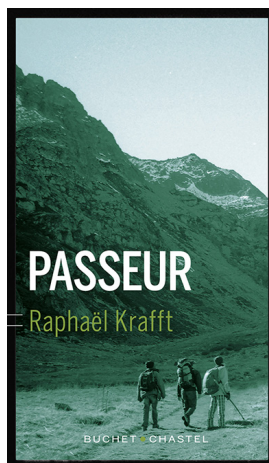
C'est sans doute pourquoi il affectionne moins les voyages que les pèlerinages : sa longue randonnée à vélo en Amérique, du Nord au Sud, ou à travers la France avant chaque élection présidentielle. Une pérégrination contemplative des paysages et des gens qui s'y meuvent et, du coup, spontanément le reçoivent, l'accueillent à leur table...

Or voici qu'il a choisi de se rendre à la frontière franco-italienne, dans quelques gîtes de hasard où des migrants en souffrance n'ont pas de toit à offrir, ayant été eux-mêmes chassés de leur patrie, lancés dans un périple dont chaque étape les dépouille de leur avoir et menace de les amoindrir davantage. Raphaël est venu les rencontrer, la mémoire bien armée pour sonder le mystère de la frontière symbolique entre toutes, qui vit passer de France en Italie ou l'inverse, tant d'armées en conquêtes et de persécutés en fuite. A commencer par les mille deux cents Juifs oubliés par les Italiens à Saint-Martin-de-Vésubie mais entrés dans la Résistance ou rafles par les Allemands en 1943 et qui avaient tenté de passer par le col de Fenestre.

« Sans en être spécialiste, écrit Raphaël Krafft, je travaille sur cette question depuis des années : du camp de Sangatte aux Palestiniens du Liban, de Syrie, de Jordanie ou de Cisjordanie, en passant par la révolution libyenne, dramatique pour les réfugiés subsahariens... et plus récemment par Paris où les campements sauvages ont fleuri ces derniers mois. »

Habitant lui-même le quartier de La Chapelle, il a vécu l'implantation sauvage de ce « camp » sous le pont du métro par des centaines de réfugiés

attendant une place en centre d'accueil ou un transit vers Calais puis l'Angleterre. D'abord réservé, intimidé comme un riverain ordinaire, il s'était rapproché d'eux et, au moment de découvrir la trajectoire particulière de tel commerçant ou artisan, tel homme d'affaire ou professeur, que la guerre ou l'exclusion politique avait chassé de son pays, avait assisté au « démantèlement » du camp, à l'« encagement » et embarquement en bus, destruction des tentes et des équipements fournis par les bénévoles, et à la traque, de métros en métros, des quelques centaines de récalcitrants par des forces mobiles de plus en plus écœurées de la besogne infâme que l'État leur confie.



Fort de cette lamentable initiation, Raphaël s'est donc rapproché du point névralgique de notre frontière sud où les rescapés de la traversée méditerranéenne fuyant d'Iran, du Soudan, d'Afghanistan, Syrie, Irak, Libye, viennent butter par vagues en attendant la providence d'une fissure par où s'infiltrer. Or – il faut en faire ici la découverte et le répandre : un piège particulièrement raffiné est tendu, plus cruel que les murs érigés par des États à leur frontière, pour ceux de ces réfugiés qui auraient droit en France au droit d'asile : ils ne peuvent en faire la demande de l'étranger. Si bien que « Franchir illégalement la frontière est la seule façon pour eux de pouvoir légalement demander l'asile en France. Ce mépris du droit et de l'hospitalité, écrit Raphaël Krafft, l'État l'a érigé en doctrine... une opération d'influence tournée vers un électorat supposément xénophobe. »

Sur le terrain, quêteant les anfractu-

sités de ce mur d'exclusion, Raphaël a rejoint quelques déviants exemplaires. De tous horizons sociaux et politiques, ils sont souvent issus de la génération nantie de 68 qui, « en quête de spiritualité, lâchaient tout pour « faire la route » d'Iran, Afghanistan, Inde et se voit maintenant confrontée à celle qui, à l'inverse, arrive de ces pays où ils n'ont rien à manger mais « ont la spiritualité chevillée au corps ». Raphaël abandonne alors son statut d'observateur pour « se salir les mains ». Avec l'aide d'amis, il va faire passer la frontière à deux migrants.

Rassembler ce qu'il faut d'équipement, chaussures, sacs, vêtements chauds car il y a encore de la neige en altitude. Repérer la base de départ, la météo. Mettre en confiance Satellite et Adeel, Soudanais venus du Darfour, sauvés des eaux par la marine italienne, qui hésitent à croire de bonne foi ces passeurs bénévoles. Mais qu'ont bercés, au nom de la réputation historique de l'âme française, l'illusion qu'ils trouveraient là, au pays des droits de l'homme, une autre patrie.

Or, tandis qu'Adeel s'enthousiasme d'apercevoir son premier chamois – « Une gazelle ! – son accompagnateur anticipe sur l'accueil que tous deux recevront de l'OFPPA, Office français pour la Protection des Réfugiés et Apatrides : l'un sera refoulé en Italie ; l'autre, plus d'un an après, attend toujours la décision. « Nos chancelleries n'ont que faire de deux trentenaires en quête d'avenir ».

Raphaël et Thomas son complice risquent cinq ans d'emprisonnement et 30.000 euros d'amendes pour avoir aidé au passage illégal de la frontière, « sur les traces des marcheurs de Saint-Jacques et du Caire de la Madone de Fenestre, des porteurs de sel de Hyères et de Camargue, des contrebandiers et des antifascistes italiens, des Juifs de l'est fuyant les pogroms et de tant d'autres persécutés... ». « La France est un mensonge », écrit l'auteur quelque part. Espérant être contredit

Luc de GOUSTINE

(1) Raphaël Krafft, Passeur, Buchet Chastel, 2016, 160 p., 14 €

Les mémoires de Rémusat

Gâce à Jean Lebrun, il est enfin possible de lire et de savourer les plus belles pages des mémoires de Charles de Rémusat - l'une des grandes figures du libéralisme politique, journaliste sous la Restauration, député puis ministre sous la monarchie de Juillet et au début de la III^{ème} République.

Né en 1797, mort en 1875, Charles de Rémusat a vu de ses yeux d'enfant puis d'adulte le Premier empire, la monarchie restaurée, celle de Juillet, la II^{ème} République, le Second empire, enfin les débuts de la III^{ème} République si fragile dans l'attente de la restauration monarchique et finalement si durablement installée. La guerre et l'occupation étrangère, la révolution et le coup d'État, la manifestation et l'émeute, la monarchie parlementaire et le gouvernement modéré, la société parisienne et la paisible province, cela fait une expérience complète de la politique qui incite à une prudence teintée de scepticisme. A l'opposé des absolutistes de tous bords, Charles de Rémusat se situait dans le relatif, l'inattendu et l'imprévisible ce qui lui donnait de la distance - y compris à l'égard de lui-même. Cette retenue méditative ne l'empêcha jamais de s'engager avec courage et de servir fidèlement la France et les princes d'Orléans.

Plus souvent cités que lus, les « Mémoires de ma vie » comportent cinq volumes que Jean Lebrun décida de lire de bout en bout et dont il a tiré un beau livre d'extraits savamment commentés (1). Les méditations et les engagements de Charles de Rémusat intéresseront les royalistes qui s'inscrivent dans la tradition du libéralisme politique français et tous les passionnés du XIX^{ème} siècle stupidement dénoncé comme « stupide » par Léon Daudet et bêtement récusé par l'Action française. Mieux : il y a une exemplarité de Rémusat, que souligne Jean Lebrun. Aujourd'hui perdus dans le brouillard, nous avons tout intérêt à suivre pas à pas un homme qui ne savait pas non plus où il allait mais qui tentait de comprendre le chaos du monde et d'orienter, autant que possible, le cours des choses.

Pour s'orienter, pour s'engager, Charles de Rémusat et les grands politiques du XIX^{ème} siècle trouvaient naturel d'étudier la philosophie et l'histoire, de publier des livres et des articles, de monter à la tribune de la Chambre dans le même temps, selon le même mouvement de pensée méditative et entreprenante. Tout le contraire des politiciens contemporains qui vont d'autant plus sûrement vers l'abîme qu'ils ont récusé l'histoire et la culture, tant nationale qu'européenne... Rémusat fut l'ami de Guizot et de Thiers, deux historiens que l'on peut contester mais qui demeurent importants dans l'historiographie. Ses « Mémoires de ma vie » sont, de l'avis de François Furet, un chef-d'œuvre, dont Sainte-Beuve appréciait le style. Point dévoré par l'ambition ni imbu de lui-même - « ma

vie a été accidentellement intéressante » - il savait regarder et composa d'admirables portraits de ses contemporains. Le « lever du prince de Talleyrand » mérite une lecture publique. Il admire La Fayette vieillissant, retiré dans son domaine de La Grange, mais affirme que le héros



Jean Lebrun

des deux mondes « n'avait jamais eu, et c'était même un de ses grands côtés, une extrême mobilité d'esprit ». Il est sévère pour Louis XVIII et note à son propos que « Le secret, la réserve et la patience nécessaires dans la situation royale dégénèrent aisément, dans une nature médiocre, en artifice et en hypocrisie ». Mais ce roi qui « n'aimait pas les affaires et les comprenait peu » fut cependant décisif : « il avait fondé la monarchie constitutionnelle et il l'a laissée debout, et ce gouvernement n'a été perdu pour son successeur que par la faute de son successeur. »

Il faut vivre avec Rémusat la Révolution de 1830 dont il fut le témoin et l'acteur. Journaliste au *Globe* - il est à prendre pour modèle - il voit dans la rue les effets de la *conjuraison de la bêtise et de l'hypocrisie* (Chateaubriand), qui provoque en retour la chute du roi Charles X, le dévot (2). Pendant les Trois Glorieuses, il est avec Adolphe Thiers, François Guizot, Casimir Périer, La Fayette, et c'est lui, selon Thiers, qui lance l'idée d'une lieutenance générale du royaume pour le duc d'Orléans. Modeste, Rémusat assure que l'idée était dans l'air mais c'est lui qui rédigea l'article, admirable, qui justifie le recours à Louis-Philippe d'Orléans.

Monarchiste de raison, Charles de Rémusat fut élu député en 1834 puis nommé ministre de l'Intérieur en 1840 dans le ministère Thiers. Toujours député de la Garonne sous la II^{ème} République, il est partisan d'une candidature du prince de Joinville à la présidence de la République en 1852. Le coup d'État du 2 Décembre lui vaut l'honneur d'être emprisonné. Brièvement ministre des Affaires étrangères en mai 1873 puis réélu député, il vote le fameux amendement Wallon qui prévoit que le président de la République sera rééligible alors qu'il juge la famille d'Orléans bien préparée à l'exercice du pouvoir... Tout au long de son « infatigable méditation » et dans l'exercice de ses responsabilités politiques, le révolutionnaire de 1830 fut au service de la liberté. Jean Lebrun cite cette phrase qui vaut pour le siècle de Rémusat comme pour le nôtre : « Quand la France abdique la liberté, elle ne trouve plus le repos et apprend de l'expérience que le sacrifice de la liberté n'a point de dédommagement ».

B. LA RICHARDAIS

(1) Charles de Rémusat, *Mémoires de ma vie*, Présenté par Jean Lebrun, Perrin, 2017.

(2) Dans un article du *Globe* en 1829 Rémusat avait fort bien exprimé la « sortie de la religion » analysée par Marcel Gauchet : « Nous étions disposés à reléguer dans l'histoire les questions religieuses ; sans méconnaître qu'elles furent importantes, nous n'hésitions guère à prononcer qu'elles ne l'étaient plus ».

Dans le cachot du président Sarkozy

Un an et demi après la parution d'un premier roman dans lequel il s'essayait à l'uchronie (*Le Bruit de la douche*), le journaliste David Desgouilles publie *Déravage*. Ce récit de politique fiction est aussi plaisant à lire que révélateur des travers du milieu politico-médiatique.

C'était Nicolas Sarkozy kidnappé sur son vélo par un commando libyen pour venger la chute du colonel Kadhafi, puis gardé captif dans une ferme au cœur du Jura ? David Desgouilles parvient à nous convaincre que le scénario n'a rien de farfelu ni d'irréaliste. La toile de fond de *Déravage* est la France de 2015 : celle des attentats islamistes, d'un gouvernement socialiste qui navigue à vue, des *talk-shows* d'éditorialistes en pleins jeux de rôle. Le lecteur n'a pas à s'imprégner de l'atmosphère du roman : il est déjà chez lui. Dès lors, il est immédiatement saisi par la double intrigue qui finit par n'en faire plus qu'une. Tandis que l'officier Fathi El Senoussi fomenté l'enlèvement de l'ancien président de la République dans le secret absolu, le Tout-Paris bruisse d'une polémique dont il a seul le secret : un micro mal éteint a saisi une allusion grivoise que le journaliste Stéphane Letourneur a glissé à l'oreille de la secrétaire nationale du Parti socialiste. C'est l'emballement instantané, suivi d'un lynchage en règle. Les féministes s'indignent, les réseaux sociaux insultent, les rédactions condamnent. Sèchement remercié par tous ses employeurs, Stéphane Letourneur, ce moralisateur patenté de la presse de centre-gauche, a été à son tour victime de la traque quotidienne du « dérapage ».

L'air de rien, David Desgouilles livre la satire du microcosme parisien. En déplaçant son personnage principal Letourneur à la campagne, pour s'y mettre au vert et évacuer ses envies suicidaires, il montre l'écart de perception des faits entre la capitale et la province. La gauchisme à l'origine d'un scandale galopant chez les élites parisiennes se paye chez les Français de la périphérie par quelques fous-rires. Sur *Twitter*, sur *Facebook* et dans les salles de rédaction, le dérisoire est devenu actualité brûlante. La veulerie des patrons des médias *mainstream* conduit un homme à la déchéance professionnelle pour une simple inélégance. L'important est de préserver les apparences. C'est vrai sur les plateaux de télévision comme dans les ministères, à l'heure où l'amateurisme du gouvernement manque de lui faire perdre la face devant la ruse du commando libyen auteur du rapt présidentiel. Le tableau est sombre, pourtant l'enchaînement des événements tiendrait presque du vaudeville. Dans son quotidien de chroniqueur au *FigaroVox* et à *Causeur*, Desgouilles épingle les absurdités de la vie publique. Entre la tâche de l'observateur et l'œuvre du romancier, la frontière est poreuse pour notre plus grand plaisir !

Pierre NAULENT

David Desgouilles, *Déravage*, Les Éditions du Rocher, 204 pages.

2005 sur FR3 !

Le 2 mars, la chaîne publique a diffusé un reportage sur le référendum de 2005. Un reportage honnête ! Cet événement inouï a été présenté et commenté par Coralie Delaume sur son blog *l-arene-nue.blogspot.fr* que nous reprenons avec son aimable permission :

Quelle mouche a piqué *France 3* ? Tant d'honnêteté – qui suppose aussi une évidente lucidité – est troublante tant on n'a pas l'habitude. Le 2 mars, la chaîne a en effet diffusé ce reportage d'une cinquantaine de minutes sur le référendum de 2005 qui s'intitule : "2005 : quand les Français ont dit non à l'Europe".

Dès le début, on est bluffé par le ton. "Il y a douze ans, le 29 mai 2005, les Français ont dit non au traité de Constitution européenne. Non à l'Europe de l'austérité et du libéralisme". Ah bon ? C'est pas la "France moisie" alors, qui a voté "non" ? C'est juste la France anti-austéritaire ? On croit rêver. Un peu plus loin, on hallucine : "nous allons voir comment Nicolas Sarkozy devenu président de la République va contourner le vote souverain des Français" Aïe, ça pique ! Surtout lorsque ceci suit : "cette fracture démocratique fait aujourd'hui le lit du Front national".

Naaaaan, sans rire ! C'est la confiscation démocratique qui fait le "jeu-de" ? Ce ne sont plus le "nationalisme", "l'europhobie", la préférence pour le "repli sur soi" et la xénophobie galopante ? C'est la première fois, en ce qui me concerne, que je vois le sujet traité ainsi à la télévision. J'aurais signé chaque mot prononcé par la voix off. C'est la première fois également que j'entends ainsi faire le lien entre l'Europe et la loi El Khomri. Puis vraiment, tout le monde en prend pour son grade : le Parti socialiste, l'UMP, les éditorialistes, Sarkozy (oh la vache, Sarkozy), Hollande (oh la vache, Hollande). Et ça n'est pas volé. Une mention spéciale pour deux hommes politiques qui, si différents soient-ils, ont la particularité d'avoir tous deux compris la dimension dramatique, irrémédiable et porteuse d'une grande violence potentielle qu'a constitué la séquence : non / invalidation du non. Ainsi, François Bayrou à 32'44 : "Pour moi, c'était attentatoire au contrat civique. Imaginez que dans quelques mois, après le référendum sur le Brexit, ce soit la chambre des Communes qui disent que le référendum n'a plus aucune valeur. Vous auriez un climat... c'est le mot révolutionnaire qui me vient (...) ce serait un peuple qui se met en absolue rupture avec son pouvoir."

Et Jean-Luc Mélenchon, à 34'15 : "on peut se croire malin quand on monte des coups comme ça. Mais les blessures qui sont infligées à la conscience collective, les affects qui sont bousculés par ce type de méthodes laissent des traces indélébiles. Et le sentiment de dégoût qui va finir par être de la haine contre toute la superstructure politique a son terreau initial dans ces jours-là". Ça, c'est dit.

Le replay ne sera bientôt plus disponible. Alors, sous vos yeux ébahis et pour le bien de vos oreilles avides de s'entendre dire autre chose que "vous n'êtes tous que des fachos" ou "c'est la faute du populisme"...

Coralie DELAUME

Norvège, le 21 février : À l'occasion des 80 ans du roi **Harald V**, l'institut de sondage Synovate a publié une enquête d'opinion sur la monarchie. Huit Norvégiens sur dix sont favorables à son maintien avec un fort soutien de la part de la jeune génération (85% chez les 30-39 ans, 82% chez les moins de 30 ans).

Espagne, le 23 février : Décoré de la Croix du Libérateur par le président **Mauricio Macri**, le roi **Philippe VI** s'est attiré les foudres de la gauche argentine qui a rappelé que le souverain était un descendant de **Ferdinand VII** et que cette décoration octroyée était une insulte faite au peuple argentin qui avait lutté au XIX^{ème} siècle pour son indépendance contre la monarchie des Bourbons.

Allemagne, le 23 février : Le prétendant à la couronne de Bavière, le duc **Franz de Bavière** a été décoré de l'ordre de la Grande Croix du mérite par le président **Joachim Gauck**. L'ordre du Mérite est attribué à des citoyens allemands et étrangers, en récompense de mérites acquis dans les domaines social, intellectuel, politique et économique, ainsi que des mérites particuliers acquis au service de la République fédérale d'Allemagne.

Russie, le 3 mars : Une association monarchiste de Crimée a publiquement réclamé que soit interdite toute la littérature de **Lénine**, jugée « extrémiste et terroriste ». Le Parti communiste a immédiatement dénoncé ce qui s'apparente, pour lui, à une « relecture violente de l'histoire » et une « initiative extrêmement dangereuse » pour la stabilité des institutions.

Frederic de NATAL



Congrès de la NAR

Comme nous l'avions annoncé, notre congrès se tiendra à Paris les 1^{er} et 2 avril. Tous les adhérents à jour de cotisation peuvent y participer.

Nous rappelons à nos lecteurs que l'abonnement à *Royaliste* ne vaut pas adhésion. Mais toutes celles et ceux qui, parmi eux, souhaiteraient prendre une part plus active à la vie de notre mouvement sont invités à nous apporter le soutien de leur adhésion. Nous envoyons la documentation nécessaire, sur simple demande.

Le Comité directeur

Pour tous, le recueil des motions des congrès précédents est consultable en ligne :

<http://www.archivesroyalistes.org/Textes-adoptes-au-Congres>

Communiquer avec nous

lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr

Tél. : 01.42.97.42.57

Suivre la NAR

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

<http://archivesroyalistes.org>

<http://www.dailymotion.com/nouvelle-action-royaliste>

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

Permanences, les samedis après-midi

Plusieurs membres du Comité directeur de la NAR et de la rédaction de *Royaliste* tiennent une permanence, le samedi après-midi, de 15 h 00 à 18 h 00.

**Prochaines réunions les 18 mars et 8 avril,
38 rue Sibuet, 75012 PARIS**

Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (38, rue Sibuet, 75012 Paris) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45. Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'abonné des mercredis annuelle (12 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 €).

Mercredis 22 mars :

Benoît Bihan - « La crise du modèle militaire français »

Mercredi 29 mars :

Marcel Gauchet - « Le nouveau monde »

Royaliste

Bimensuel de la Nouvelle Action royaliste

Rédaction-administration

Bloc C - B.A.L. 13
36-38, rue Sibuet
75012 Paris

Directeur politique :
Bertrand Renouvin

Directeur politique adjoint :
Christophe Barret

Directeur de la publication :
Yvan Aumont

Rédacteur en chef :
Alain-Paul Nicolas

Com. paritaire :
05 14 - G 84 801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement à *Royaliste*

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance : Adresse Internet :

souscrit un abonnement de :

(...) trois mois (20 €) - (...) six mois (30 €) - (...) un an (50 €) - (...) un an soutien (120 €)

(...) abonnement annuel en PDF (40 €) - (...) abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

NAR - Bloc C - B.A.L. 13 - 36-38 rue Sibuet - 75012 Paris

Impasse Mélenchon

Jean-Luc Mélenchon est un coureur de fond qui se dirige fièrement vers une impasse. J'écris ces mots avec regret car le candidat de la France insoumise a des qualités qui sont devenues rares dans le milieu politique. C'est un homme de convictions, servies avec intelligence et courage. Son entrée en campagne fut gaullienne – il sut s'adresser directement au peuple - et il est resté libre de toute allégeance partisane au grand dam du Parti communiste. Il défend des idées socialistes et le mot d'ordre de la planification écologique est, quel que soit l'avenir du candidat, de très grande portée. Nous lui avons adressé ici même nos critiques et nous les reprendrions volontiers, pour les développer ou les amender, si nous ne butions sur le premier point du programme mélenchonien qui inspire le *Défilé pour la 6^{ème} République* du 18 mars.

Pour Jean-Luc Mélenchon, la première urgence est d'abolir la monarchie présidentielle par l'élection d'une assemblée constituante qui restaurerait le pouvoir populaire. Le candidat précise qu'il démissionnera de sa fonction dès l'élection de cette Constituante mais la procédure qu'il envisage est pour le moins expéditive : Jean-Luc Mélenchon annonce qu'il « convoquera » une assemblée constituante... mais il ne prévoit pas la consultation du peuple souverain sur ce point. Nous nous souvenons, nous, que le Gouvernement provisoire de la République française avait posé au peuple français, le 21 octobre 1945, la question suivante : « Voulez-vous que l'Assemblée élue à ce jour soit constituante ? ». Nous nous souvenons aussi que le premier projet constitutionnel avait été présenté au peuple souverain qui l'avait rejeté par référendum le 5 mai 1946. Il avait fallu élire une nouvelle Constituante, le 2 juin, qui avait rédigé la Constitution de la IV^{ème} République, adoptée le 13 octobre 1946.

Je donne les dates pour souligner la longueur du processus et ses aléas. À la Libération, la rédaction d'une nouvelle Constitution était indispensable et il y avait, sous la présidence du général de Gaulle, un Gouvernement provisoire qui tirait son autorité de l'insurrection nationale et de la participation de l'Armée française à la victoire : il était dès lors possible de mener une action politique résolue. Nous ne sommes plus du

tout dans cette situation puisque la nation vit une crise de légitimité et de souveraineté. Si Jean-Luc Mélenchon démissionne après l'élection de la Constituante, il faudra élire un nouveau président de la République qui devra composer avec le gouvernement issu de l'Assemblée nationale constituante – ce qui ajoute de nouveaux aléas et risque d'aggraver la crise de légitimité et d'empêcher la résolution de la crise de souveraineté. Par ailleurs, Jean-Luc Mélenchon suppose, sans le dire, que les députés de la Constituante seront majoritairement favorables au programme de la France insoumise. C'est un pari. Rien ne dit qu'il sera tenu.



J'avoue ne pas lire toutes les déclarations de Jean-Luc Mélenchon et il est possible que de rassurantes précisions, quant au respect de la souveraineté du peuple, m'aient échappé. Dans l'attente d'une mise au point, je maintiens que la crise multiforme qui frappe la nation exige dans l'immédiat le maintien de la V^{ème} République en raison des pouvoirs qu'elle accorde au président de la République et, à court terme, une révision de la Constitution. A cet égard, la Nouvelle Action royaliste insiste depuis longtemps sur la nécessité de :

- **Rétablir la fonction présidentielle** en assurant au chef de l'Etat un mandat plus long que celui des députés ;
- **Contraindre le Premier ministre à sa tâche** – il « dirige l'action du Gouvernement » - en lui interdisant de se présenter à l'élection présidentielle qui suit son entrée en fonctions ;
- **Renforcer la représentation nationale** par l'élection des sénateurs au suffrage universel direct et à la proportionnelle intégrale.

Jean-Luc Mélenchon se trompe sur l'urgence. Il veut d'abord la refondation constitutionnelle et il risque d'affaiblir l'État dans une période critique. Il faudrait qu'il s'appuie sur ce qui tient encore debout dans l'édifice pour réaffirmer la souveraineté de la nation. Dans l'épreuve de force avec Berlin, Francfort, Bruxelles et Washington, il pourrait réaffirmer la légitimité du pouvoir politique et du chef de l'État, « garant de l'indépendance nationale ». Par phobie de la monarchie présidentielle, l'admirateur de Fidel Castro et d'Hugo Chavez s'est jeté dans une impasse.

Bertrand RENOUVIN